

## **L'Université : dynamique interne et rapports à la société marocaine**

Abdelali Benamour

*Enseignant chercheur, Président du Conseil de la Concurrence*

L'université a de tous temps joué un rôle moteur dans le fonctionnement des sociétés et leur devenir, de même qu'elle en a toujours été le reflet. Cette dynamique se constate aussi bien au niveau de ses finalités qu'en ce qui concerne les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Avant d'examiner ces éléments dans le cadre des universités contemporaines et de faire ressortir les spécificités de l'université marocaine, il serait utile de donner un aperçu historique sur l'évolution de l'université à travers l'histoire.

### **I. Aperçu historique de l'évolution du système universitaire jusqu'à l'époque contemporaine**

Les liens entre Université et Société, ou plus exactement entre l'éducation et son environnement social, ne se limitent pas à l'époque contemporaine. Déjà, dans l'antiquité, particulièrement chez les grecs, on réfléchissait sur la manière de former la jeunesse pour la préparer à construire l'avenir à partir d'un esprit teint d'humanisme, de rationalisme et de goût pour les arts. Mais cette formation dans les écoles de philosophie, de sciences et de médecine restait élitiste et s'adressait particulièrement aux jeunes hommes avec comme objectif le pouvoir et comme fondements l'excellence individuelle et le relativisme contre toutes les idées absolues. Au même moment, le système confiait l'éducation des enfants aux femmes et aux esclaves.

Cette logique allait continuer sous l'Empire Romain avec cependant, pour la formation des enfants, des pédagogues recrutés dans le milieu de la noblesse en plus des esclaves et une organisation plus structurée de l'école qui prépare à des niveaux supérieurs comparables à ce qui se passait chez les grecs.

Que dire alors pour résumer cette période antique sinon que si les objectifs de l'éducation étaient relativement clairs, il n'en est pas de même du modèle organisationnel.

Cette situation va perdurer avec le christianisme qui devient religion d'Etat de l'Empire Romain en 392 et qui avait besoin en tant que religion savante, des écoles en question. D'ailleurs, avec l'effondrement de l'Empire d'Occident, l'Eglise a dû prendre en main cette formation destinée désormais à l'éducation religieuse. C'est ainsi qu'on va assister progressivement, notamment à partir du 12<sup>ème</sup> siècle, à la naissance d'universités médiévales issues des écoles ecclésiastiques. Les enseignements prodigués durant tout le Moyen Age relèvent généralement de quatre facultés : Arts, théologie, droit et médecine.

Cette relation étroite entre l'université et la société à travers la religion va caractériser également le monde arabo-musulman avec peut-être le passage au stade universitaire à des époques plus avancées comme c'est le cas pour la Qaraouiyine dont la création remonte au 9<sup>ème</sup> siècle et bien d'autres institutions.

L'université à connotation religieuse dispose donc d'objectifs et de moyens organisationnels plus clairs et va se développer durant plusieurs siècles. Elle va cependant connaître une certaine décadence à partir du 17<sup>ème</sup> siècle. Le coup de grâce va lui être porté par la révolution française qui lui reproche sa dépendance à l'égard de l'église, sa dimension conservatrice et porteuse de privilèges. On supprime alors les universités et on les remplace par de grandes écoles ayant un caractère professionnalisant et dépendant de l'Etat.

Cette tendance va être renforcée avec Napoléon qui créa en 1806 une université impériale pour tout l'Empire, fédérant sous la coupe des pouvoirs publics, tout le système éducatif, de la petite école au supérieur, et axée sur la théologie, le droit, la médecine, les lettres et les sciences. Parallèlement à l'université qui forme pour le savoir, on renforce le rôle des grandes écoles

destinées à former les hauts commis de l'Etat et les cadres supérieurs de la société. Ainsi, aussi bien les objectifs que le modèle organisationnel se précisent.

Cependant, l'université dans sa forme contemporaine va en fait accompagner l'avènement de trois faits historiques déterminants : l'émergence des Etats-nations, la consécration du système capitaliste avec la révolution industrielle et le renforcement du système démocratique. C'est ainsi, et à titre d'exemple, que le système éducatif français va se préciser avec J. Ferry dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Il est désormais structuré en enseignement fondamental obligatoire, enseignement secondaire essentiellement préparatoire et enseignement supérieur au sein de l'université.

Au Maroc, pour des considérations objectives historiques et liées à la colonisation, l'étape de l'émergence de l'université n'a été franchie qu'après l'indépendance avec une reprise partielle du système français à deux étages couvrant d'une part l'université, d'autre part les grandes écoles.

Se posent alors deux questions majeures : quelles finalités sociales pour l'université contemporaine et quels moyens sont mis en œuvre aussi bien en termes sociaux qu'en termes de dynamique interne, pour atteindre les objectifs ? Quelle réflexion sur l'expérience marocaine ?

## II. Finalités sociales et dynamique interne de l'université contemporaine

Lorsqu'on se penche sur la raison d'être du système universitaire dans les sociétés contemporaines, le premier élément qui émerge a trait à l'intérêt que représente l'université pour la société et vice-versa. Il s'agit donc d'une dimension macro-sociale.

Cependant, avec le développement du système capitaliste et la globalisation des économies, l'ordre individuel a pris énormément d'importance au côté

de l'ordre social dans la compréhension du système. Se pose alors la question de l'intérêt de l'université pour l'individu et en retour, le rôle de ce dernier. Il s'agit donc d'une dimension micro-sociétale.

Concernant d'abord la portée macro-sociale de l'université, force est de constater qu'elle se décline sur plusieurs volets. Il s'agit d'abord de la contribution au renforcement de la société de la connaissance par la recherche et l'innovation. Il s'agit également de la réponse aux besoins d'encadrement de la société, dimension économique et dimension socio-culturelle comprises. Le troisième volet concerne l'émergence d'une éducation citoyenne en mesure d'assurer une synthèse positive entre défis économiques et défis culturels, entre éthique et productivité. Il importe enfin de comprendre que si l'université doit répondre aux besoins de la société, elle doit également générer les ressorts des changements qui s'imposent.

Quant à la dimension micro-sociétale du rôle de l'université, force est de constater que l'argument de plus en plus ressenti a trait à la préparation au monde du travail. Ceci dit, si cette préparation nécessite des formations de compétence appropriées, il faut souligner que l'Université est faite également pour assurer, à travers les dimensions culturelle et relationnelle qu'elle procure, l'épanouissement de la personne à côté de la dimension utilitariste. D'ailleurs, la jonction entre la compétence, le savoir et l'épanouissement personnel constitue le meilleur garant de la mobilité sociale, fondement de toute démocratie.

Telles sont les finalités fondamentales de l'université dans les sociétés contemporaines à démocratie avancée. Pour atteindre ces objectifs, tout un processus de maturation et de dynamique interne a été progressivement initié.

C'est ainsi que des avancées substantielles ont été réalisées aussi bien sur le plan des valeurs qu'en ce qui concerne le modèle organisationnel, particulièrement les questions de l'encadrement, de l'évaluation et de l'ouverture linguistique, et par rapport enfin à la problématique de financement.

Concernant d'abord les valeurs, force est de constater qu'un consensus sociétal s'est progressivement forgé sur la primauté de la dimension universelle des grandes questions sociétales, particulièrement en ce qui concerne la démocratie, l'économie de marché régulée et la laïcité ou du moins certaines formes de sécularité, c'est-à-dire de séparation entre le politique et le religieux.

Par rapport au modèle organisationnel, la tendance générale est à l'autonomie, avec cependant une tendance interne forte dans certaines sociétés démocratiques à accompagner ce mouvement par la mise en place de Conseils d'Administration opérationnels, ce qui évite que, sous couvert de démocratie interne, on n'aboutisse à des dérives de gestion.

Concernant toujours le modèle managérial, l'organisation des systèmes universitaires contemporains semble reposer, à l'exception de certaines expériences particulières, sur la tendance à la mise en place d'universités à taille humaine fondées sur la synthèse entre compétence et savoir et non sur la distinction institutionnelle entre universités et grandes écoles comme c'est le cas en France. De même qu'on semble s'orienter vers une certaine généralisation de la sélection à l'entrée, un encadrement de valeur évalué en permanence sur ses capacités pédagogiques et ses travaux de recherche ainsi que sur une ouverture en termes linguistiques qui fait que l'anglais devient progressivement non seulement une langue enseignée, mais également une langue d'enseignement.

Parallèlement à la question organisationnelle, émerge la problématique de financement du système. Les besoins d'un enseignement supérieur de qualité sont grandissants et les moyens budgétaires publics ne sont pas sans limites.

Dès lors, plusieurs choix sont en présence. On peut d'abord penser au budget de l'Etat avec comme principe la gratuité de l'enseignement supérieur. Dans ce cas, peut-on toujours disposer des moyens nécessaires ? De même, sur le plan éthique, peut-on payer les études toujours plus chères des élites par tous les contribuables quelle que soit leur classe sociale ?

La deuxième solution envisagée consiste à rendre payantes les études supérieures et à prévoir des bourses de mérite pour les étudiants économiquement fragiles afin d'assurer l'égalité des chances.

Dans ce cas, on soulève souvent la difficulté de sélection des méritants et la réponse suivant laquelle les Etats d'aujourd'hui qui ne sont plus opérationnels dans les processus productifs doivent au moins savoir, par une régulation judicieuse, distinguer les méritants des non méritants.

Devant la difficulté, certaines expériences optent pour des solutions médianes allant de l'instauration de simples droits d'inscription comme c'est le cas en Allemagne et de plus en plus en France, à la production de services payants et au recours aux donations exonérées d'impôt et utilisées dans des placements financiers comme c'est le cas par exemple de l'Université Harvard qui, outre le fait que les études soient payantes, dispose d'actifs capitalistiques qui dépassent les vingt milliards de dollars.

### **III. L'expérience marocaine en matière de dynamique interne face aux finalités sociales de l'Université**

Lorsqu'on se penche sur l'histoire de l'université marocaine dans sa forme contemporaine, on constate que durant les deux premières décennies qui ont suivi sa création, elle a joué un rôle déterminant aussi bien au niveau de l'émergence d'une certaine conscience citoyenne qu'en ce qui concerne la mobilité sociale et l'offre d'un encadrement de qualité. Ces résultats ont été obtenus malgré son jeune âge et un certain déficit au niveau de la conceptualisation de ses objectifs et de ses moyens. Les observateurs semblent attribuer ce succès relatif aussi bien au bon niveau des étudiants qui provenaient d'un enseignement général correct, qu'à leur faible nombre et à la qualité, la motivation et la disponibilité de l'encadrement.

Ceci dit, la situation a vite changé dans la mesure où l'université, malgré quelques sursauts de qualité enregistrés depuis quelques années, semble ne plus remplir son rôle quant à ses finalités sociales. Personne ne peut

soutenir objectivement, qu'à l'exception de quelques îlots d'excellence, que l'université joue un rôle déterminant dans l'émergence d'une société du savoir et de la connaissance par la recherche et l'innovation.

Que dire alors de la réponse aux besoins d'encadrement de la société sinon qu'il y a un déficit qualitatif et quantitatif majeur au moment où des milliers de diplômés, refusés par l'infrastructure socio-économique, connaissent un chômage lourd et de longue durée à l'exception des diplômés des grandes écoles et de quelques licences professionnalisées. Quant à l'éducation à la citoyenneté positive et active, tout le monde semble s'accorder pour reconnaître le déficit patent en la matière. Il faut reconnaître que le profil de la grande majorité des lauréats de l'enseignement supérieur connaît un déficit de compétence, de savoir et d'épanouissement personnel. Comment, dans ces conditions, peut-on parler de mobilité sociale ? On est donc loin de la situation positive qui a prévalu au lendemain de l'indépendance.

Cette nouvelle donne semble découler de la conjonction de nombreux facteurs négatifs portant sur la question organisationnelle, la problématique du financement et les difficultés d'émergence de valeurs communes.

Bien que le nombre d'étudiants et de lauréats de l'enseignement supérieur soit inférieur aux normes internationales, nos universités sont hypertrophiées et souffrent fondamentalement des déficiences de leur organisation. Sous couvert de démocratisation, on semble laisser libre cours à un enseignement supérieur à trois vitesses : les universités étrangères et l'enseignement privé pour les nantis ; les grandes écoles ouvertes par voie de sélection à une certaine proportion des meilleurs en raison des déficiences de moyens et des difficultés d'encadrement ; et l'Université pour les masses d'étudiants issus des milieux populaires. Sous prétexte de démocratie, l'accès y est quasiment libre, indépendamment des niveaux intellectuels des intéressés ; l'hypertrophie aboutit à mettre en place un enseignement médiocre, ce qui entraîne, au pire une grande déperdition en cours de route et au mieux un diplôme pour une minorité dont un faible nombre s'avère de niveau correct et une majorité destinée à grandir les rangs des diplômés chômeurs. Evidemment, il existe des îlots de qualité et des volontés de bien faire,

mais les conditions générales font que l'enseignement reste globalement de qualité médiocre.

Ajoutons à cela le fait que les étudiants qui intègrent l'université proviennent d'un enseignement général posant problème aussi bien au niveau de sa qualité scientifique que d'une arabisation rapide mal assimilée. En effet, parmi les blocages aux solutions réformatrices, figure la problématique linguistique. Au moment où sur le plan mondial, outre les langues nationales, on semble s'orienter vers une ouverture substantielle sur le plan linguistique, notamment sur l'anglais qui devient progressivement langue enseignée et langue d'enseignement, on semble hésiter à franchir le pas vers un bilinguisme qui n'enlève rien à la primauté de la langue nationale, langue qui a d'ailleurs besoin d'être enrichie et ouverte sur nos dialectes, les apports des langues étrangères et la dimension scientifique.

La problématique organisationnelle touche par ailleurs l'encadrement. Le problème se pose d'abord au niveau d'un management qui couvre des compétences certaines, mais qui est souvent mal motivé et en difficulté d'action en raison, d'une part, de la quasi absence d'autonomie, d'autre part, d'une démocratisation mal conçue des structures universitaires. La déficience majeure concerne l'enseignant lui-même parce que l'université ne permet pas de former des profils en qualité et en quantité suffisants, en raison de la fuite de beaucoup de compétences, de l'absence de formation continue et de la non disponibilité de bureaux de travail et de moyens didactiques. On peut même dire qu'elle commence à reproduire la médiocrité même au niveau du profil de certains enseignants. Quant au dernier blocage, il concerne le statut actuel de l'enseignant qui ouvre la voie à des débordements négatifs nombreux dont on peut citer, d'une part l'organisation du timing qui ne couvre pas de façon précise la répartition sur l'enseignement, l'encadrement, la recherche et le conseil libre ; d'autre part, le déficit en matière d'évaluation.

Parallèlement aux questions organisationnelles, l'université marocaine n'arrive pas à résoudre le problème de sa contribution interne au financement du système. On semble vivre un blocage mental et politique contre toute forme

de financement de l'enseignement supérieur autre que le financement par le budget de l'Etat. Comment s'étonner alors de la pauvreté et du manque de moyens didactiques de nos universités ?

Enfin, n'oublions pas la question des valeurs qui sous-tend tout bon système universitaire. Au moment où le monde s'oriente vers l'universalité, l'économie de marché régulée, la démocratie et la séparation entre le religieux et le politique, on semble tergiverser encore sur la manière de prendre en considération nos spécificités alors que la logique des choses voudrait que l'on s'inscrive dans les choix universels auxquels la civilisation arabo-musulmane a contribué tout en faisant de nos spécificités positives revisitées un moyen de contribuer à l'évolution de l'universel.

En conclusion, on pourrait donc dire que la situation actuelle n'incite pas à l'optimisme dans la mesure où, malgré des efforts certains en la matière, on n'a pas pu définir jusqu'à présent, ni une vision claire, ni une stratégie cohérente, ni des moyens opérationnels pour réformer notre université. C'est ainsi qu'on n'est arrivé, ni à déterminer sans consensus obscurs et mous, des finalités claires pour notre système éducatif d'une façon générale et notre université de manière particulière, ni à prendre conscience des moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs. Des bonnes volontés existent certes au niveau des dirigeants et de la structure, mais elles butent sur un conservatisme quasi généralisé.

Il est donc grand temps de réagir afin de mettre en œuvre une véritable réforme de l'université et de sortir des carcans de conservatisme qui touche la quasi-totalité des acteurs afin de commencer à définir les finalités sociales de notre université et des dynamiques de changement internes qui s'imposent.